

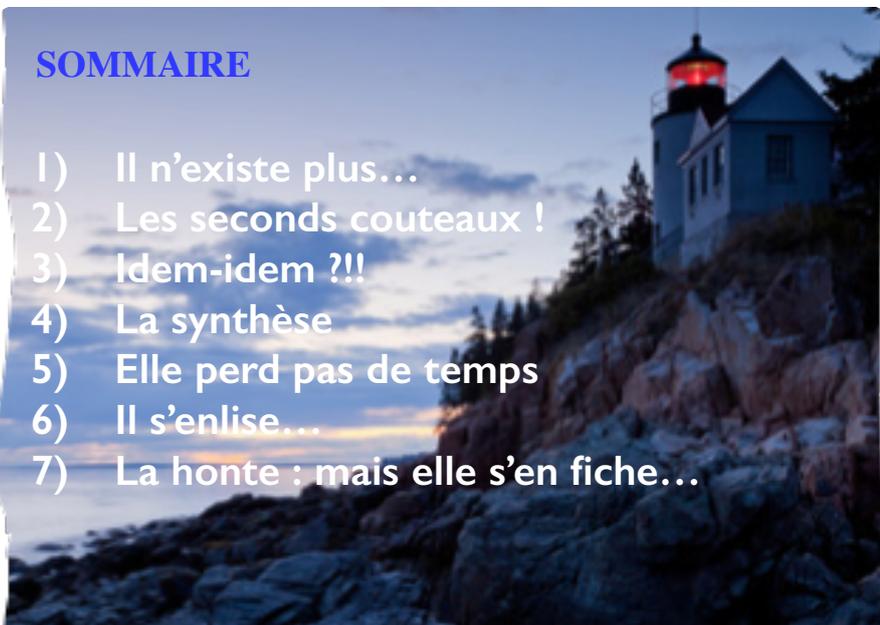
LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 4 AVRIL 2014

SOMMAIRE

- 1) Il n'existe plus...
- 2) Les seconds couteaux !
- 3) Idem-idem ?!!
- 4) La synthèse
- 5) Elle perd pas de temps
- 6) Il s'enlise...
- 7) La honte : mais elle s'en fiche...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Henri Emmanuelli : « Le Parti socialiste n'existe plus »



Député PS, Henri Emmanuelli déplore « un coup de barre à droite », et plaide pour une autre politique économique en Europe et en France. Estimant que le PS est dans un « état comateux », il se dit favorable à un « congrès extraordinaire » ou une « démission du premier secrétaire ». Neuvième numéro d'Objections.

Député et président du conseil général des Landes, également président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, Henri Emmanuelli, l'une des grandes voix de l'aile gauche du Parti socialiste, dit les vives inquiétudes que lui inspire la situation politique au lendemain des élections municipales, à l'occasion d'un entretien avec Mediapart pour l'émission Objections.

<http://www.dailymotion.com/embed/video/x1lf34s>

Évoquant le choix de Manuel Valls comme premier ministre, il estime qu'il s'agit « d'un coup de barre à droite » à un « moment où il aurait sans doute fallu autre chose ». Selon lui, la décision d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) de ne pas participer au gouvernement est un événement politique important parce qu'elle entraîne « un rétrécissement de la majorité ». Ce coup de barre à droite lui apparaît si préoccupant qu'il réserve encore la position qu'il prendra lorsque le premier ministre sollicitera le vote du Parlement après sa déclaration de politique générale. N'envisageant pas de voter "non" pour rester fidèle à sa famille politique, il n'exclut pas de s'abstenir : « Moi, mon vote n'est pas acquis, je vais attendre de voir ce qu'il dit. »

Henri Emmanuelli s'insurge par ailleurs contre le fait que, plus que jamais, « toutes les décisions sont prises à l'Élysée » et que l'on vive en France dans « une sorte de monarchie républicaine » avec « des coups de force permanents, avec des lobbys qui agissent par pression ». « Il faut aujourd'hui bouger ces institutions : ce n'est plus possible ! » estime-t-il.

Mais surtout, le dirigeant socialiste plaide pour une autre politique, à l'échelle européenne, et une autre politique économique en France. Dénonçant « l'orthodoxie budgétaire » qui prévaut à Bruxelles, il estime que l'Europe serait mieux

avisée « de se préoccuper de la déflation ». Et dans le cas de la France, il fait valoir qu'il plaide depuis longtemps pour une autre politique économique.

Mais ses critiques les plus acerbes, c'est à l'actuelle direction du Parti socialiste, emmenée par Harlem Désir, qu'il les réserve. Faisant valoir que les adhérents du PS n'ont jamais été consultés sur les orientations actuelles « qui sont regrettables » – « on ne leur a jamais demandé leur avis », dit-il –, il ajoute avec sévérité : « Le Parti socialiste n'existe plus, ni en attaque, ni en défense (...) Le Parti socialiste est devenu un parc à moutons. » Estimant que « le Parti socialiste est dans un état comateux » et que sur « le plan du rassemblement de la gauche, il n'a pas du tout joué son rôle », il plaide pour un sursaut : « Un congrès extraordinaire ou une démission du premier secrétaire ne me paraîtrait pas inopportun », conclut-il.

mediapart.fr

Henri Emmanuelli demande un "congrès extraordinaire" du PS ou "une démission" d'Harlem Désir



Henri Emmanuelli © Maxppp.

Dans les coulisses, il reste l'un des leaders de l'aile gauche du PS. Un mentor pour beaucoup de députés. À l'Assemblée notamment. Après s'être présenté, sur BFM TV, comme le premier opposant à Manuel Valls au sein du PS, le député Henri Emmanuelli, plutôt rare dans les médias, poursuit sa campagne contre la tournure prise par François Hollande et le nouveau gouvernement.

Mais aussi contre son parti. Interviewé par Mediapart, l'ancien Premier secrétaire du parti de la Rue de Solferino et ancien président de l'Assemblée nationale n'est pas tendre avec le PS. Et de filer la métaphore sportive :

Le Parti socialiste n'existe plus, ni en attaque, ni en défense. Le Parti socialiste est devenu un parc à moutons.

Un congrès extraordinaire ou une démission du premier secrétaire ne me paraîtrait pas inopportun.

II) Qui gravite dans l'ombre de Manuel Valls ?

A Matignon, le nouveau Premier ministre va pouvoir s'appuyer sur plusieurs cercles de fidèles, entièrement dévoués à sa cause.



Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, avec ses deux plus proches collaborateurs, Harold Hauzy (à gauche) et Sébastien Gros (au centre). (MIGUEL MEDINA / AFP)



Par Ilan Caro

Fin 2011, Manuel Valls récoltait 5,63% à la primaire socialiste pour la présidentielle. Seulement 30 mois plus tard, lundi 31 mars, le challenger est devenu Premier ministre. Une ascension fulgurante qui s'appuie sur quelques fidèles, dévoués au service d'un homme. Francetv info passe en revue les différents cercles sur lesquels pourra compter Manuel Valls à Matignon.

Ses amis de toujours



Stéphane Fouks et Alain Bauer. (MAXPPP / AFP)

Stéphane Fouks

est coprésident de la puissante agence de communication Havas Worldwide (ex-Euro RSCG). Alain Bauer est un célèbre criminologue qui chuchote à l'oreille des politiques. Manuel Valls les a tous les deux connus dans les années 1980 sur les bancs de la Sorbonne. Les trois "jeunes loups de la Rocardie" sont doués. Et ils grimpent vite les échelons. Chez les Jeunes socialistes, ils avaient chacun une tâche : "Manuel, la politique et la vie publique ; Bauer, la tactique et les manœuvres d'appareil ; Stéphane, la communication", raconte un ancien responsable rocardien au Monde. Depuis, leur amitié est indéfectible.

En 1988, Valls et Bauer se côtoient à Matignon, au sein du cabinet de Michel Rocard. Le criminologue conseille Manuel Valls en toutes circonstances, notamment lorsqu'il devient maire d'Evry, en 2001. Et malgré ses accointances sarkozystes entre 2007 et 2012, Bauer, qui est le parrain d'un des fils de Valls, est toujours là, dans l'ombre. De son côté, Fouks continue à conseiller Manuel Valls. De plus en plus discrètement depuis l'affaire DSK, dont il était le conseiller en communication.

Ses proches collaborateurs



Sébastien Gros, Harold Hauzy, Christian Gravel et Yves Colmou. (SIPA / AFP)

On les appelle parfois les "Valls boys". Ces trentenaires sont des fidèles parmi les fidèles, les collaborateurs de choc de Manuel Valls lorsque celui-ci était maire d'Evry. Chacun dans son rôle. Sébastien Gros, le chef de cabinet, était chargé de l'organisation et des finances. Place Beauvau, il était "la tour de contrôle" de Manuel Valls, "son collaborateur le plus proche", écrivent David Revault d'Allonnes et Laurent Borredon dans Valls, à l'intérieur (éd. Robert Laffont, 2014).

Harold Hauzy,

directeur de la communication du maire d'Evry pendant plusieurs années, est quant à lui devenu la "plume" du ministre de l'Intérieur. Le conseiller presse de Manuel Valls retrouvera son collègue Sébastien Gros à Matignon. Les deux hommes gardent auprès du nouveau Premier ministre les mêmes attributions qu'à l'Intérieur.

Du clan d'Evry, un autre homme a émergé. Christian Gravel, "dircab" de Manuel Valls pendant dix années dans l'Essonne, fut le conseiller presse du candidat à la primaire socialiste. Avant d'être recruté par François Hollande pour gérer ses relations publiques pendant la campagne présidentielle, puis à l'Élysée. Pour Manuel Valls, c'est un allié de poids au "Château". Jean-Marc Ayrault se serait d'ailleurs plaint, il y a quelques mois, de l'attitude de Gravel et d'un autre conseiller élyséen, Aquilino Morelle, lui aussi intime de Valls : "Ces deux-là ont été placés à l'Élysée par Valls. Ils manœuvrent contre moi et cherchent à me nuire sans se rendre compte qu'ils affaiblissent ainsi le président de la République", aurait affirmé l'ancien Premier ministre fin 2013, selon Le Canard enchaîné.

Dernière pièce maîtresse de l'entourage de Manuel Valls : Yves Colmou, le conseiller politique. Les deux hommes se sont connus, comme Stéphane Fouks et Alain Bauer, dans les cercles étudiants rocardiens. Yves Colmou et Manuel Valls ont travaillé à Matignon avec leur mentor, Michel Rocard, puis avec Lionel Jospin, au PS et à Matignon. Fin connaisseur de la carte électorale – une qualité toujours utile place Beauvau – il suit lui aussi Manuel Valls à Matignon en tant que conseiller.

Ses porte-flingues



Carlos Da Silva, Luc Carvounas, Francis Chouat et Jean-Jacques Urvoas. (MAXPPP / AFP / SIPA)

Contrairement aux principaux ténors socialistes, Manuel Valls n'est à la tête d'aucun courant au sein du parti. Selon un de ses partisans, cité dans le livre de David Revault d'Allonnes et Laurent Borredon, il ne disposerait que de neuf soutiens parmi les 204 membres du conseil national du PS. Qu'importe : Manuel Valls a toujours préféré construire sa popularité sur l'opinion publique plutôt que sur les structures militantes. L'ancien ministre de l'Intérieur mise davantage sur son image que sur une idéologie politique jamais vraiment théorisée. Dans les cercles du pouvoir, peu d'élus se réclament ouvertement de Manuel Valls, mais ceux-ci sont entièrement dévoués à leur leader.

Il y a d'abord Carlos Da Silva, son suppléant à l'Assemblée nationale. Patron du PS de l'Essonne, il siège au palais Bourbon depuis que Manuel Valls est entré au gouvernement. Le député n'hésite pas à monter au créneau pour faire le service après-vente des annonces de son chef, ou à cogner lorsque Manuel Valls est attaqué. Dans un autre style, Luc Carvounas, sénateur-maire d'Alfortville (Val-de-Marne), est lui aussi patron de la fédération socialiste de son département. Secrétaire national aux relations extérieures du

PS, il ne s'est pas fait que des amis, notamment au Parti de gauche, où son homologue le dépeint comme un "anticommuniste primaire", relate Le Monde.

A la mairie d'Evry, Manuel Valls a confié sa succession à son ancien premier adjoint Francis Chouat, une connaissance de longue date. En novembre, le ministre de l'Intérieur l'a décoré d'une Légion d'honneur lors d'une cérémonie au cours de laquelle l'auditoire a appris que Francis Chouat, ancien communiste, fut "le pion" de Manuel Valls au lycée Charlemagne, à Paris, rapporte Le Parisien.

Autre poids lourd dans le clan Valls : le député Jean-Jacques Urvoas. Cet ancien strauss-kahnien ne vient pas de l'Essonne, mais du Finistère. Dans la rivalité sourde qui a opposé, en 2012, Manuel Valls au hollandais François Rebsamen dans la course à l'Intérieur, Jean-Jacques Urvoas a clairement choisi son camp. Spécialiste des questions de sécurité, il est l'oreille des gendarmes et policiers, au point de devenir un conseiller officieux de Manuel Valls lorsque celui-ci occupait la place Beauvau. Dans les starting-blocks pour lui succéder, il a été victime d'un veto présidentiel, François Hollande lui préférant un homme de confiance, Bernard Cazeneuve.

francetvinfo.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Pour Hollande, « Valls doit faire du Valls »

Le Monde-Par David Revault d'Allonnes et Thomas Wieder



Le chef de l'Etat et son premier ministre veulent modifier en profondeur les méthodes de travail gouvernemental. | REUTERS/POOL

Le remaniement a poursuivi François Hollande jusqu'à Bruxelles. Le président n'a pu profiter de l'entrée servie au dîner des chefs d'Etat et de gouvernement réunis pour le sommet Union européenne-Afrique, mercredi 2 avril : il suivait en direct la première prestation télévisée de Manuel Valls, à 20 heures sur TF1.

Même Angela Merkel, qui avait observé de très près les nouveaux équilibres et périmètres ministériels de l'exécutif français, a abordé le sujet avec M. Hollande, lui vantant les mérites du ministère regroupant économie et énergie détenu par le social démocrate Sigmar Gabriel. Le chef de l'Etat avait d'ailleurs été impressionné, lors des récents conseils des ministres franco-allemands, par l'équipe resserrée de la chancellerie. Serait-il tenté, avec son nouveau premier ministre, d'instaurer un modèle à l'allemande ?

L'exacte division du travail politique entre MM. Hollande et Valls : là se joue, en grande partie, la réussite de la nouvelle dyarchie qui s'installe à la tête de l'Etat. A ce stade, le président et son tout frais premier ministre entendent montrer qu'ils œuvrent de concert, en parfaite « symbiose », selon un conseiller du premier.

« CELA DOIT ÊTRE UNE COMPLÉMENTARITÉ »

La partition jouée pendant vingt-deux mois par le précédent duo constitué avec Jean Marc Ayrault – une interprétation à géométrie variable des fonctions institutionnelles, un président initialement en retrait qui tend au fil des mois à prendre tout en charge, une extrême proximité dans leur positionnement et dans leur méthode – servirait presque de contre modèle. « Cela doit être une complémentarité, deux pouvoirs qui s'articulent, dont les personnalités doivent se conforter mutuellement », résume-t-on à l'Elysée.

De lundi après-midi à mercredi matin, le président et son nouveau premier ministre ont donc établi ensemble, à l'Elysée, le scénario du remaniement. Au programme, le casting, bien sûr, avec cette exigence fixée par le président de ne pas compter plus de seize ministres de plein exercice dans le nouveau gouvernement. Mais au-delà de la composition de la nouvelle équipe, MM. Hollande et Valls se sont attachés à définir le tour qu'ils allaient conférer à la suite des opérations.

L'ordre du jour du premier conseil des ministres de l'ère Valls, vendredi 4 avril, est martial. « La feuille de route du gouvernement, centrée sur le pacte de responsabilité, mais aussi méthodes, les comportements, le travail collectif et l'esprit d'équipe, les leçons du scrutin », indique-t-on à l'Elysée. Plus que jamais, la discipline sera de rigueur. « Il doit y avoir des règles, or certains ministres s'étaient affranchis de ces règles. Personne ne doit plus être dans son couloir. Tout ça doit être organisé, maîtrisé. » Les futurs secrétaires d'Etat, une douzaine environ, devraient être nommés quant à eux mercredi 9 avril. Ceux-ci n'assisteront pas aux conseils des ministres, sauf si l'ordre du jour le requiert, et à l'exception du secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, qui sera présent chaque mercredi matin.

CALENDRIER DE TRAVAIL

C'est cette feuille de route, assortie d'un « calendrier de travail », qu'exposera Manuel Valls, mardi 8 avril à l'Assemblée nationale dans sa déclaration de politique générale. Face à une majorité secouée par la déroute aux élections municipales et une opposition que l'on imagine gonflée à bloc par sa victoire, M. Valls devrait également évoquer le « message » du scrutin, et insister sur « les divisions, la nécessité de l'apaisement et du rassemblement, la lutte contre ceux qui mettent en cause la République »,

indique la présidence. C'est sur cette déclaration du premier ministre que le gouvernement demandera la confiance à l'Assemblée, afin de s'éviter ci un vote sur le seul pacte de responsabilité. Ce qui, vu le climat frondeur de la majorité, s'avère prudent.

« La déclaration de politique générale valant adoption de cette stratégie », selon l'Elysée, le gouvernement, parallèlement à la présentation de la trajectoire budgétaire triennale à Bruxelles, se consacrera en priorité aux deux volets du pacte de responsabilité : d'abord, le volet économies, soit 50 milliards d'euros sur trois ans, qui seront indiquées dans leurs grandes lignes dans le « triennal », puis le volet allègement du coût du travail.

« Dès lors que les contreparties auront été fixées par l'accord entre syndicats et organisation d'employeurs, les précisions sur ces 30 milliards, seront présentées très vite aux Français », indique l'Elysée. Le dossier serait ainsi clos avec une loi de finances rectificative qui sera présentée en mai ou juin.

« SIMPLIFICATION DU DISPOSITIF, LIMPIDITÉ, RAPIDITÉ »

Lors de leurs discussions du début de semaine, MM. Hollande et Valls ont également évoqué les élections européennes du 25 mai. Pour le président, le pacte de responsabilité doit être « mis au cœur de la campagne socialiste ». Une campagne dans laquelle « il faut que le premier ministre s'implique », précise l'Elysée.

Du remaniement, le chef de l'Etat attend qu'il soit l'occasion d'une réorganisation du fonctionnement global de l'exécutif. Son mot d'ordre : « simplification du dispositif, limpidité, rapidité ». A Matignon, une réunion hebdomadaire, le mardi, réunira les principales personnalités de la majorité. Au terme du conseil des ministres du mercredi, une fois l'ordre du jour épuisé, le président veut profiter de la présence de son gouvernement pour avoir une discussion moins formelle et plus politique.

Manuel Valls, quant à lui, est incité à réunir ses ministres à Matignon plus fréquemment que ne le faisait Jean-Marc Ayrault, cette rareté des échanges collectifs étant jugée comme une des causes des dysfonctionnements du précédent gouvernement, dans lequel le chef de l'Etat

regrette que les ministres soient « trop souvent restés dans leur couloir ».

« VALLS EST UN COMBATTANT »

S'il mise sur le sens de l'organisation quasi militaire de son premier ministre pour assurer une meilleure coordination, M. Hollande mise aussi sur son sens de la médiatisation. « Valls doit faire du Valls. Il ne doit pas faire différemment. S'il est nommé, c'est pour faire ce qu'il sait faire », confie en privé le chef de l'Etat, dont l'un des regrets est que Jean-Marc Ayrault ait été trop économe de sa parole.

De son côté, M. Hollande compte également « parler davantage » aux Français. Pas question pour lui de profiter de l'omniprésence médiatique de son bouillonnant premier ministre pour s'offrir une cure de silence. Au contraire.

A l'usage, comment évolueront les rôles ? S'il attend beaucoup de son premier ministre, le chef de l'Etat pose cependant une limite. A l'Élysée,

David Revault d'Allonnes
Journaliste au Monde

IV) Gouvernement Valls: une nouvelle synthèse hollandaise

Par La rédaction de Mediapart

Le « gouvernement de combat » change peu. Il passe de 20 à 16 ministres de plein exercice. François Hollande et Manuel Valls ont conservé la plupart des poids lourds de l'équipe sortante. François Rebsamen et Ségolène Royal font leur entrée tandis que Vincent Peillon et Pierre Moscovici ne sont pas reconduits. L'aile gauche est promue.

Ce nouveau gouvernement est comme une synthèse de congrès socialiste. La nouvelle équipe nommée autour de Manuel Valls, deuxième premier ministre de l'ère hollando-élyséenne, a tous les atouts du deuxième congrès de l'ère hollando-solférinienne. En 2005, lors du congrès du Mans, François Hollande, alors premier secrétaire du PS, avait su remettre au carré l'appareil socialiste après les désordres nés du

du référendum européen. À l'époque, il avait su rassembler des éléphants récalcitrants, mais obligés à la responsabilité par la perspective de la présidentielle 2007.

Neuf ans plus tard, il renoue avec cet art du savant équilibre, conservant ses proches historiques autour de lui, tout en composant avec l'aile droite, promue au sommet du dispositif avec Manuel Valls, comme avec l'aile gauche, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon. Avec une nouveauté non négligeable : la parité n'est désormais plus une variable d'ajustement mais un principe qui demeure directeur (lire la liste complète du gouvernement sous l'onglet "Prolonger" de cet article).

Au bout du compte, comme en 2005 où la ligne du PS n'avait pas été bouleversée, le cap politique choisi par le président de la République est confirmé. Le « gouvernement de combat » de 2014 est un gouvernement qui change peu, passant de 20 à 16 ministres de plein exercice, avant la nomination de secrétaires d'État prévue la semaine prochaine. François Hollande et Manuel Valls ont conservé la plupart des poids lourds de l'équipe sortante. Plus François Rebsamen et Ségolène Royal, qui prennent la place de deux grands ministres parmi les plus affaiblis, Vincent Peillon (lire notre article) et Pierre Moscovici, sortis du gouvernement.

Et comme en 2005, où Hollande avait enterré définitivement la gauche plurielle qui prévalait encore aux régionales de 2004, le cœur de cette phase 2 du hollandisme ne conserve comme partenaire que le parti radical de gauche (PRG).



François Hollande et François Rebsamen © Reuters

Les hollandais historiques aux postes clés

Dans le petit jeu des coups de pression, les «

hollandais » historiques avaient fait savoir mardi soir qu'ils tenaient une réunion « secrète » pour protester contre un éventuel recul de leur influence. Résultat : ils conservent et/ou obtiennent des postes clés. C'est le cas de Jean-Yves Le Drian, confirmé à la défense, de Stéphane Le Foll, toujours à l'agriculture mais qui devient également porte-parole du gouvernement, de Michel Sapin qui retrouve Bercy en devenant ministre des finances et des comptes publics, et de François Rebsamen, recalé dans l'équipe Ayrault et qui fait cette fois son entrée en reprenant le portefeuille de Michel Sapin (travail, emploi, dialogue social).

Surtout, Manuel Valls a échoué à placer à l'Intérieur un de ses proches, Jean-Jacques Urvoas, député du Finistère, président de la commission des lois, et qui avait largement contribué à construire les réseaux policiers du nouveau premier ministre avant sa nomination en 2012. Si Hollande, en échange, a dû renoncer à y placer Rebsamen, c'est un autre de ses proches qui prend le poste : Bernard Cazeneuve.

Fabiusien historique, mais qui a noué de longue date de bonnes relations avec Hollande, Cazeneuve a commencé à sortir de l'ombre pendant la campagne, en devenant porte-parole du candidat socialiste. Après la victoire de mai 2012, il devient ministre délégué aux affaires européennes, où il se fait remarquer en portant devant les députés le traité budgétaire européen (TSCG). Après la démission de Jérôme Cahuzac, c'est assez logiquement que Hollande décide de promouvoir Cazeneuve au budget. Il est, depuis, l'artisan des économies budgétaires drastiques, sans provoquer de heurts avec ses collègues ministres et en conservant la confiance du président.

À cette liste, on peut aussi ajouter Ségolène Royal. Elle ne fait pas partie de la garde rapprochée de François Hollande et a construit, depuis longtemps, son propre chemin politique. Mais le président de la République choisit comme numéro 2 du gouvernement une personnalité avec laquelle il entretient toujours des liens très étroits.

Aucun proche de Valls, les strauss-kahniens en perte de vitesse

Manuel Valls n'a jamais été entouré que d'une petite task force au Parti socialiste. Seul proche d'envergure : Jean-Jacques Urvoas, actuel

président de la commission des lois à l'Assemblée. Mais le nouveau premier ministre a échoué à l'imposer à l'Intérieur. Résultat, il ne peut compter sur aucun proche dans ce nouveau gouvernement, à part les poids lourds qui ont soutenu sa nomination par accointance idéologique ou par alliance tactique. C'est le cas d'Arnaud Montebourg et de Benoît Hamon (lire notre article), mais aussi d'Aurélie Filippetti (qui reste à la culture et « amie » de Valls) ou de Marisol Touraine (qui conserve les affaires sociales).

Les « strauss-kahniens » sont les grands perdants du remaniement, avec le départ de Pierre Moscovici (Hollande ne voulait plus de ce ministre impopulaire et affaibli mais il pourrait le placer à la Commission européenne), de Geneviève Fioraso (dont la ville d'origine, Grenoble, vient de passer aux mains des écologistes et du parti de gauche) et de Nicole Bricq (qui devrait retrouver le Sénat). Il ne reste plus que Marisol Touraine. Et bien sûr le premier ministre.

Deux entrants : Ségolène Royal et François Rebsamen

La candidate malheureuse à la présidentielle 2007, présidente de la région Poitou-Charentes, 60 ans, fait son grand retour au gouvernement, dont elle devient la numéro trois, derrière Laurent Fabius. Elle hérite du vaste ministère regroupant l'écologie, le développement durable mais aussi l'énergie, poste occupé jusqu'ici par Philippe Martin. En 2012, Royal était pressentie pour la présidence de l'Assemblée nationale mais avait été défaite aux législatives à La Rochelle. Depuis, l'ancienne compagne de François Hollande, nommée vice-présidente de la Banque publique d'investissement, une structure dont elle a un temps dénoncé la folie des grandeurs, affichait un soutien prudent au gouvernement. Tout en s'inquiétant régulièrement du manque de discipline de l'équipe Ayrault.



Autre poids lourd : François Rebsamen, 62 ans. Le maire de Dijon, recalé du gouvernement Ayrault, s'ennuyait ferme au Sénat, où il tentait de diriger le groupe socialiste. Son principal fait d'armes : avoir plaidé contre la loi interdisant le cumul des mandats. Depuis des années, ce très proche de François Hollande convoitait le ministère de l'intérieur. Mais Manuel Valls s'y est opposé. Rebsamen atterri du coup au ministère de l'emploi, du travail et du dialogue social. Un domaine dans lequel il ne s'est guère illustré jusqu'ici. Son rôle sera crucial : c'est lui qui sera chargé d'animer le dialogue social cher à François Hollande, mais aussi de commenter chaque mauvais mois les chiffres du chômage.

Hamon et Montebourg promus



Benoît Hamon et Manuel Valls © Reuters

Hamon n°4 du gouvernement

Il y a un mois, quand il ne savait pas encore de quoi son avenir serait fait et qu'il postulait autant à la tête du PS qu'à une tête de liste aux prochaines régionales en Île-de-France, Benoît Hamon confiait : « À moins qu'un grand ministère, affaires sociales ou éducation... J'ai des idées sur le sujet et je saurais quoi y faire... » La promotion du chef de file de l'aile gauche du PS, qui était jusque-là ministre délégué à l'économie sociale et solidaire, est une double reconnaissance. Celle de sa discipline dans la majorité hollandaise (lui et son courant sont globalement restés dans le rang), comme de son côté bon élève travailleur (qui a fait passer deux lois dans le début du quinquennat) et « valls-compatible ». Surtout, cette nomination permet de rééquilibrer le profil droitier de Valls, et de contenir les mécontentements de la vingtaine de députés proches du nouveau n°4 du gouvernement.

Au ministère de l'éducation, qui récupère dans

son giron l'enseignement supérieur et la recherche, Hamon peut apparaître comme l'homme idoine pour prolonger le travail de Vincent Peillon, notamment en raison de sa bonne connaissance du milieu enseignant et universitaire. Ancien rocardien et président du Mouvement des jeunes socialistes (en 1993), il a depuis construit patiemment, sous l'aile protectrice d'Henri Emmanuelli, un solide courant à la gauche du parti, essentiellement structuré autour de jeunes militants fidèles en grandissant, de l'Unef, du MJS et de la Mutuelle des étudiants (LMDE).

Cette expérience pourrait s'avérer utile, alors que sur le front des universités, la gauche a beaucoup à se faire pardonner. Alors que près d'un tiers des universités sont dans une situation financière très inquiétante (une vingtaine sont en déficit), que la recherche est exsangue, la loi Fioraso – qui s'inscrivait dans la stricte continuité de la LRU de Valérie Pécresse – a été perçue comme une trahison par beaucoup d'enseignants-chercheurs. Concernant la vie étudiante, la revalorisation des bourses aux étudiants pourrait être remise en question par les 50 milliards d'économies promis.

Son prédécesseur rue de Grenelle a lancé de nombreux chantiers, mais aucun n'est à ce jour achevé. Au-delà de la question des nouveaux rythmes scolaires qui vont s'appliquer l'an prochain dans la totalité des communes, avec des maires de droite qui feront sans doute de la résistance, d'importants dossiers attendent le nouveau ministre avec une feuille de route déjà très écrite. La réforme cruciale des programmes a elle aussi été repoussée à l'an prochain. Sur l'éducation prioritaire, l'extension du dispositif (conçu par Peillon) des REP+ dépendra évidemment des arbitrages budgétaires à venir... Tout comme la création effective des 60 000 postes normalement sanctuarisés dans la loi d'orientation et de programmation sur l'école.



Arnaud Montebourg et Manuel Valls © Reuters

Montebourg gagne le Trésor

Montebourg a obtenu ce qu'il voulait : monter en grade à Bercy et élargir le portefeuille du redressement productif qu'il occupait dans le gouvernement Ayrault. En devenant ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, l'ancien candidat à la primaire espère obtenir la tutelle de la puissante administration du Trésor, centre névralgique de Bercy. C'était le « deal » que Montebourg avait passé avec Manuel Valls voilà plusieurs semaines.

En échange, l'ex-chantre de la démondialisation a farouchement soutenu la nomination de son camarade à Matignon : la semaine dernière, il a écrit une lettre à François Hollande pour exiger une réorientation de la politique menée par l'Élysée pour répondre à la débâcle des municipales et avait menacé de démissionner si Jean-Marc Ayrault, que Montebourg méprisait, était maintenu.

Montebourg parie que Valls à Matignon pourra permettre un changement de ton sur l'Europe. Il rappelle à qui veut l'entendre que son camarade de l'Essonne était pour le "non" au traité constitutionnel européen de 2005, avant de se ranger à la discipline du PS. Ses proches espèrent également que Valls leur laissera une marge de manœuvre sur les questions économiques dont le nouveau premier ministre n'est pas un spécialiste.

Mais, à Bercy, Montebourg, dont les relations avec Pierre Moscovici, grand perdant de ce remaniement, étaient exécrables, devra cohabiter avec Michel Sapin (finances et comptes publics), proche de François Hollande et grand défenseur de la rigueur budgétaire.

Les radicaux, seule ouverture d'un gouvernement PS

Seuls alliés des socialistes au sein du nouveau gouvernement de Manuel Valls, après le départ des ministres écologistes (Cécile Duflot et Pascal Canfin), les radicaux de gauche préservent un poste de ministre de plein exercice dans le gouvernement de Manuel Valls avec la promotion de Sylvia Pinel, qui succède à Cécile Duflot au logement et à l'égalité des territoires. Sylvia Pinel était auparavant chargée des PME, de l'artisanat et du tourisme dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

Un temps pressenti pour rejoindre le

gouvernement, le président du Parti radical de gauche, Jean-Michel Baylet, a été définitivement écarté mardi après l'annonce de sa mise en examen à Bordeaux dans une affaire de frais de bouche au conseil général du Tarn-et-Garonne. Mardi, les radicaux avaient fait monter la pression en faisant savoir qu'ils n'entendaient pas participer à un gouvernement « socialisto-socialiste ». Mais en fait, si.

Une proche de Delanoë : George Pau-Langevin

Ministre déléguée chargée de la réussite scolaire dans les gouvernements de Jean-Marc Ayrault, George Pau-Langevin est nommée ministre des outre-mer dans le gouvernement de Manuel Valls où elle succède à Victorin Lurel. Ancienne présidente du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, George Pau-Langevin, avocate, a été élue députée de Paris en 2007, une première pour une femme de couleur en métropole.

Parité et droits des femmes

Le gouvernement Ayrault était le premier gouvernement paritaire de l'histoire. Malgré les récriminations de caciques du Parti socialiste, François Hollande n'y a pas renoncé avec l'équipe de Manuel Valls. Sur les 16 ministres de plein exercice, 8 sont des femmes. Comme dans le précédent gouvernement, une seule occupe un ministère régalien : Christiane Taubira, confirmée à la Justice. Si sur les six derniers ministres dans l'ordre protocolaire, cinq sont des femmes, Ségolène Royal devient numéro 3 du gouvernement.

Le ministère de l'éducation nationale reste dans les mains d'un homme, Benoît Hamon. Jamais ce poste n'a été occupé par une femme. Najat Vallaud-Belkacem reste ministre des droits des femmes mais, comme les associations féministes le redoutaient, son périmètre est élargi dans une combinaison fourre-tout (ville, jeunesse et sports). Elle perd le porte-parolat du gouvernement au profit de Stéphane Le Foll.

Christiane Taubira maintenue

Le maintien de Christiane Taubira au ministère de la justice n'était pas acquis, loin de là. En froid avec Manuel Valls, lassée des blocages

institutionnels et des arbitrages consensuels qui freinent les réformes (où sont passées l'indépendance du parquet et la réforme du CSM ?), la garde des Sceaux était, ces dernières heures, donnée partante de la place Vendôme par plusieurs sources informées. Pour mémoire, Christiane Taubira tient Manuel Valls pour responsable du raboutage de sa réforme pénale, un projet long à élaborer, pour lequel elle aurait dû être auditionnée aujourd'hui en commission des lois et qui devait être examiné le 14 en séance publique.

La droite se réjouissait par avance de l'abandon de ce texte qu'elle juge « laxiste », alors qu'il est en fait très mesuré. François Hollande a donc réussi à convaincre la ministre de la justice de ne pas faire ce petit plaisir à l'opposition en quittant le navire. Une droite dont la frange réactionnaire a, par ailleurs, malmené Christiane Taubira de façon parfois indigne lors de l'adoption du mariage pour tous, une des rares mesures emblématiques qui aient été adoptées en deux ans.

Il reste que le maintien de Christiane Taubira place Vendôme ne règle pas toutes les questions. Parfois brouillonne, pas toujours impliquée dans ses dossiers (comme on a pu le voir avec l'affaire des écoutes de Nicolas Sarkozy), la ministre doit faire face à une magistrature assez sceptique. Son budget, malgré une légère hausse, reste en deçà des attentes et des besoins, comme le montrent le mouvement de protestation en cours chez les greffiers et les greffières des tribunaux, ainsi que l'accumulation de travaux à effectuer et de factures à régler.

<http://www.dailymotion.com/embed/video/x11d8td>

A l'intérieur, Cazeneuve a tout à faire

L'ancien maire de Cherbourg va trouver un ministère où très peu des problèmes de fond apparus après dix ans de politiques sécuritaires sarkozystes ont été résolus. Pour ne pas s'aliéner les puissants syndicats de police, son prédécesseur Manuel Valls a préféré ne pas toucher au cœur de métier des policiers et des gendarmes. Exit par exemple l'idée d'un récépissé pour lutter contre les contrôles au faciès. Quant à la réforme du renseignement, menée après l'affaire Merah, elle n'a été que cosmétique,

renforçant la DCRI, transformée en une direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) placée directement sous l'autorité du ministre de l'intérieur.

Selon une enquête récemment menée par le sociologue Sébastien Roché à Lyon et Grenoble, 57 % des jeunes interrogés n'ont pas confiance dans la police, et pour 40 % de ces jeunes, les policiers se livrent « souvent ou très souvent » à des contrôles abusifs. Pour mener une politique de sécurité de gauche, améliorer les relations police-population qui n'ont cessé de se dégrader, tout reste donc à réaliser. Et il faudra au nouveau ministre de l'intérieur trouver des hommes et femmes de confiance dans une administration qui a fait carrière sous la droite et n'a été que très partiellement remaniée à l'arrivée de Manuel Valls.

S'il conserve les attributions de son prédécesseur en matière d'immigration, d'asile et d'intégration, Bernard Cazeneuve va également devoir rattraper le temps perdu. Une pile de projets de réformes maintes fois reportés l'attend sur son bureau. Pour regagner la confiance des acteurs du secteur, il est contraint de changer de politique. Au cours de ses deux années place Beauvau, Manuel Valls s'en est tenu à quelques mesures progressives symboliques (fin de la présence des enfants en rétention, suppression de la circulaire Guéant sur les étudiants étrangers) qui n'ont pas suffi à rompre avec la logique répressive du quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Les expulsions d'étrangers en situation irrégulière se sont poursuivies à un rythme élevé. Ses propos stigmatisants à l'égard des Roms dont il a estimé qu'ils ne « souhaitent pas s'intégrer (...) pour des raisons culturelles », ainsi que la multiplication des évacuations de campements sans solution de relogement, ont achevé d'en faire la bête noire des associations de défense des droits des étrangers et, au-delà, d'une partie des sympathisants de gauche.

À charge pour Bernard Cazeneuve de s'inscrire dans la ligne promise par François Hollande lors de la campagne présidentielle d'une remise en cause radicale des années passées. Deux projets de loi devaient être présentés en conseil des ministres avant l'été 2014 : la réforme de l'asile, visant à réduire les délais d'examen des demandes d'asile, et la mise en place d'un titre de séjour pluriannuel susceptible de faciliter la vie des étrangers en situation régulière sur le territoire. Il

est également attendu sur la régularisation des sans-papiers, les premiers chiffres officiels du ministère devant être rendus publics dans les tout prochains jours.

mediapart.fr

V) Ecotaxe : Ségolène Royal veut une remise à plat



© AFP

La ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, a annoncé jeudi à Poitiers qu'elle souhaitait "remettre à plat les choses" concernant l'écotaxe, afin de voir "quelles sont les autres possibilités que nous avons pour dégager des financements".

"Je ne suis pas seule à décider, mais je vais remettre à plat les choses pour voir quelles sont les autres possibilités que nous avons pour dégager des financements pour en effet faire les travaux ferroviaires et routiers", a-t-elle déclaré à des journalistes qui l'interrogeaient sur l'écotaxe, en rappelant qu'elle n'était pas pour une "écologie punitive".

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Financement de Sarkozy par Kadhafi : le patron de la DCRI entendu par les juges



Patrick Calvar, patron de la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) a été entendu comme témoin par les juges dans l'affaire du financement présumé de la campagne présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy par la Libye de Kadhafi. | (AFP/Jacques Demarthon ; LP/Matthieu de Martignac)

Les écoutes de Nicolas Sarkozy refont parler d'elles. Des conversations troublantes entre l'ex-chef de l'état, accusé d'avoir financé sa campagne présidentielle de 2007 par la Libye de Kadhafi, et le patron de la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) Patrick Calvar, ont été analysées par les juges, selon les informations du Monde.

Le directeur du contre-espionnage français a été convoqué pour être entendu comme témoin vendredi dernier, affirme le quotidien du soir, ce que confirment des sources proches du dossier.

Selon Le Monde, Patrick Calvar a indiqué aux juges d'instruction avoir reçu fin 2013-début 2014 deux appels de Nicolas Sarkozy. Ce dernier aurait voulu savoir si les services de la DCRI enquêtaient sur les soupçons pesant sur le financement de sa campagne. Au cours des deux conversations, l'ancien président semblait inquiet de l'audition éventuelle par la DCRI d'un témoin gênant, l'ex-interprète de Kadhafi, rapporte Le Monde.

Patrick Calvar a évoqué le «secret défense»

Ce dernier, lors de l'émission « Complément d'enquête » diffusée sur France 2 le 20 juin 2013, avait validé l'authenticité d'un document produit par le journal en ligne Mediapart, qui affirmait que Tripoli avait accepté de financer pour «50 millions d'euros» la campagne. Nicolas Sarkozy a porté plainte pour «faux et usage de faux» et «publication de fausses nouvelles».

Patrick Calvar n'aurait, semble-t-il, pas livré d'informations à l'ancien président pas plus qu'aux enquêteurs lors de son audition, invoquant le «secret défense», selon le journal. Avant de décrocher en personne son téléphone, une source proche de l'enquête avait confié mi-mars que Nicolas Sarkozy avait d'abord missionné un membre de son cercle rapproché : Michel Gaudin, son actuel directeur de cabinet. Ce dernier, placé sur écoute, semblait se renseigner sur la Libye auprès de Patrick Calvar qui, avant de prendre ses

Emmanuel Maurel : « L'électorat de gauche attend des actes »

Valeurs actuelles.com



Emmanuel Maurel. Photo © AFP

Emmanuel Maurel anime au sein de l'aile gauche du PS le courant Maintenant la gauche, qui a menacé peu avant le remaniement de ne pas voter sa confiance au nouveau gouvernement. Pour Valeurs actuelles, il réagit à la nomination de l'équipe ministérielle de Manuel Valls.

La nomination d'Arnaud Montebourg au ministère de l'Economie et de Benoît Hamon à l'Education est-elle rassurante pour un représentant de l'aile gauche du PS comme vous ?

Benoît Hamon et Arnaud Montebourg étaient déjà au gouvernement, donc leur nomination ne constitue en aucun cas une surprise. Mais surtout, au-delà des nouvelles arrivées au sein de l'équipe ministérielle – peu nombreuses d'ailleurs –, ce qui

est important est la ligne politique sur laquelle le président de la République et le Premier ministre vont s'engager à partir de la semaine prochaine. La seule question qui m'intéresse est de savoir si les leçons de la défaite de dimanche auront été tirées.

La composition du nouveau gouvernement n'a donc pas beaucoup d'importance pour vous et l'aile gauche du parti ?

Ce remaniement apporte quelques bonnes nouvelles, comme l'arrivée de Ségolène Royal, ou le fait que Bernard Cazeneuve devienne ministre de l'Intérieur. Mais avant de juger ce nouveau gouvernement, j'attends de savoir s'il infléchira le cap politique - dont on ne peut pas dire qu'il ait convaincu nos électeurs dimanche dernier.

La déclaration de François Hollande de lundi vous a-t-elle rassuré quant au cap politique à venir ?

J'ai retenu du discours du président ces mots : « je n'oublie pas les gens qui m'ont élu ». Cela signifie qu'il a compris que le score des élections dimanche est, essentiellement, une sanction nationale de la part de nos électeurs, qui ont été déçus par la politique que l'on mène depuis 2012. Maintenant il faut en tirer des leçons – et ce sont d'ailleurs des leçons au niveau européen : il est urgent de réorienter la construction européenne, notamment en refusant le calendrier de réduction des déficits qui risque de nous mener tout droit à la récession.

La défaite du PS aux municipales n'est, selon vous, qu'une sanction de la politique gouvernementale en matière économique ?

S'il est certain que les Français sont mécontents des résultats sur le terrain de la lutte contre le chômage, une partie de notre électorat regrette aussi que la politique que l'on mène s'éloigne de celle que nous avons annoncée quand nous étions en campagne présidentielle. Ce qu'attend notre électorat n'est pas seulement des paroles, mais des actes.

Ne pensez-vous pas que, dans certaines villes comme Marseille, le PS a également perdu des

voix auprès de ses électeurs issus de l'immigration, du fait de son engagement sur des sujets sociétaux comme le « mariage pour tous » ?

Il faudrait faire une analyse fine, notamment en ce qui concerne le vote de l'électorat populaire. Mais je pense que la déception de nos électeurs est surtout ailleurs. Il y a eu lors de ces élections municipales, plus qu'une « vague bleue », une « vague blanche » d'abstentionnisme, qui touche massivement l'électorat de gauche, dans sa totalité.

Vous animez au sein du PS le courant Maintenant la gauche. Celui-ci, ainsi que les courants La gauche durable, La gauche populaire et Un Monde d'avance, ont menacé de ne pas voter à l'Assemblée nationale leur confiance au gouvernement. Qu'en est-il désormais, après l'annonce de la nouvelle équipe ministérielle ?

La signification de cette initiative [la menace de ne pas voter la confiance au gouvernement, ndlr] est double : pour nous, il faut d'une part que soit infléchi le sens de la politique économique du gouvernement, et d'autre part que le groupe parlementaire et le groupe socialiste soient associés à l'élaboration des politiques publiques. Nous ne sommes pas là, nous les députés et les sénateurs, pour attendre que l'exécutif nous dise ce que nous devons faire. En ce qui concerne le vote de confiance, je crois que d'ici la semaine prochaine le Premier ministre devra prendre en compte les aspirations d'un certain nombre de parlementaires qui représentent les électeurs socialistes déçus. Le gouvernement vient juste de s'installer, nous attendons donc ses prises de décision.

A terme, si la politique gouvernementale ne varie pas, la formation d'un groupe parlementaire rassemblant le Front de gauche, les écologistes et des membres de l'aile gauche du PS est-elle envisageable ?

Non, nous tenons à agir pour faire bouger les lignes au sein du parti socialiste. Nous exprimons notre propre voix, mais cela ne nous empêche pas de le faire dans un esprit toujours unitaire. Ce que je souhaite, c'est que se rassemblent tous ceux et toutes celles qui ont contribué à la victoire de

François Hollande. Nous ne pouvons gagner que comme ça.

.valeursactuelles.com

VII) Marine Le Pen condamnée à 10.000 euros d'amende pour un faux tract



Marine Le Pen, présidente du Front national, le 24 mars 2014 à Nanterre. J. Brinon/AP/SIPA

La présidente du Front national a été condamnée pour avoir publié un montage contre Jean-Luc Mélenchon...

La présidente du Front national, Marine Le Pen, a été condamnée jeudi à 10.000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Béthune (Pas-de-Calais) dans l'affaire du «faux tract» à l'encontre de Jean-Luc Mélenchon, a constaté un journaliste de l'AFP. Marine Le Pen était citée à comparaître pour «manoeuvre frauduleuse» et publication d'un montage sans le consentement de l'intéressé, délits passibles d'un an d'emprisonnement et 15.000 euros d'amende, ainsi que d'une peine

complémentaire de privation des droits civiques, autrement dit d'inéligibilité.

20minutes.fr-avec AFP

A Suivre...
La Presse en Revue